



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 688

Texte de la question

CRISE FINANCIÈRE

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Victorin Lurel. En premier lieu je veux souligner que le groupe socialiste constitue une opposition responsable, et n'a pas de leçon à recevoir de quiconque. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.- Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est en conscience et en toute connaissance de cause que nous nous sommes abstenus non pas sur un plan de sauvetage bancaire, mais sur une politique économique qui est mauvaise. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le Premier ministre - il n'est pas là semble-t-il - (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)...

M. le président. Le Premier ministre assiste au sommet européen de Bruxelles et nous avons eu un débat hier à ce sujet. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Victorin Lurel. N'y voyez pas malice, monsieur le président. Je voulais lui dire ceci :

Monsieur le Premier ministre, vous avez déclaré ce matin à la radio que la politique du Gouvernement était bonne, pertinente et qu'il n'y avait pas lieu d'en changer. Or, à la récession économique, et à la crise financière, vous vous obstinez à n'apporter qu'une réponse bancaire. C'est insuffisant, dramatiquement insuffisant.

De plus, vous n'hésitez pas, sans abandonner vos *a priori* idéologiques et sans faire la moindre concession à l'opposition, à réclamer l'unité nationale autour d'une politique contestable et injuste qui frappe les Français dans leur vie quotidienne et au portefeuille.

Soyons honnêtes : la récession économique est bien là. En tout cas, si vous en contestez la réalité par des contorsions sémantiques, les Français, eux, la vivent : le pouvoir d'achat baisse ; la production baisse ; l'investissement public et privé baisse ; l'emploi baisse ; le solde commercial s'effondre. Bref, tous les moteurs internes de notre économie sont éteints.

Cette récession n'est quand même pas née de rien, par génération spontanée.

Vous avez baissé la garde de la France et mené une politique laxiste et récessive - démantèlement consciencieux de la politique de l'emploi, dérégulation érigée en dogme, abaissement des collectivités locales, absence de politique industrielle, refus de la relance du pouvoir d'achat - dont les conséquences s'ajoutent aux effets importés de la crise financière.

M. le président. Veuillez poser votre question.

M. Victorin Lurel. Le Parti socialiste vous a fait un ensemble de propositions précises et réalistes (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) pour modifier le projet de loi de finances. Il conviendrait de rompre avec le " tout libéral " qui a conduit à la crise ; de présenter un budget de soutien à l'activité ; d'engager une politique sociale plus protectrice pour les citoyens victimes de la crise ; de lancer un emprunt européen pour aider l'investissement ; d'établir de nouvelles règles de régulation, nationale, européenne et mondiale.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous nous entendre et nous présenter un autre projet de loi de finances initiale bâti sur des hypothèses plus réalistes et reprenant ces propositions ?

Les banques, d'accord ; mais nous vous disons : les citoyens d'abord. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique*. Je vous remercie pour cette question mesurée. *(Rires sur les bancs du groupe UMP.)*

Vous faites preuve de beaucoup de pessimisme, mais, de même que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, leurs racines ne plongent pas jusqu'au centre de la terre : il n'est pas nécessaire de sombrer dans le pessimisme absolu en ce qui concerne l'avenir de l'ensemble des économies. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)* Le ralentissement économique va probablement se poursuivre, mais soyez assurés que le Gouvernement français, avec l'ensemble de ses partenaires européens et, pourquoi pas, aussi avec les États-Unis, saura réagir à cette situation.

Quant à la politique sociale, celle que nous menons avec la majorité est forte. Vous avez voté il y a peu le RSA. M. Maxime Gremetz. Pas nous !

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. C'est un acquis exceptionnel et une nouvelle manière de considérer les minima sociaux, pour sortir de l'assistanat et remettre le travail au coeur de notre politique économique et sociale.

D'autre part, nous n'avons pas attendu la fin de l'année pour revaloriser les petites pensions *(Vives exclamations sur les bancs du groupe GDR et sur divers bancs du groupe SRC)* et le minimum vieillesse, ainsi que pour annoncer l'augmentation des petites retraites agricoles. Toutes ces mesures s'inscrivent dans une politique sociale cohérente et juste.

Enfin, s'agissant de l'emploi, évidemment nous saurons réagir. *(Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)* Les politiques de l'emploi seront mises à contribution et l'État prendra ses responsabilités pour faire face aux problèmes d'emploi s'il s'en pose dans les semaines à venir.

Je vous invite donc, monsieur le député, à participer pleinement au débat budgétaire qui va s'ouvrir. Le budget du pays est parfaitement adapté à la crise que nous traversons actuellement. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Victorin Lurel](#)

Circonscription : Guadeloupe (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 688

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et fonction publique

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 octobre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 octobre 2008